

RENNES : la cabale de Bréquigny  
LANNION : les (ac) crocs du carnaval  
ELEVAGE : des renards dans les poulaillers

# LE CANARD

de nantes à brest

du 7 au 21 mars n°58

Plogoff



Jean Guénel

# ÇA GAZE TOUJOURS !

sommaire

courrier



**EVENEMENT**

Plogoff : ça gize toujours ..... 3  
 Prison ferme pour les Capistes ..... 4  
 La bataille du Pellerin ..... 5  
 Le puzzle nucléaire ..... 5  
 Gare au dernier soir ! ..... 6

**POLITIQUE**

Anti-communisme : Coïncidant-pître ..... 7  
 Poulondre : Le pain et les visites rationnées ..... 7  
 L'os à Moal : huit mais ..... 7

**TRAVAIL**

Redéploiement : Les comptes de Beullac ..... 8  
 Rennes : Exit les étudiants ! ..... 8  
 Plois : La cabale de Bréguigny ..... 9  
 Aveloutine : Des renards dans les poulaillers ..... 10  
 Médecine : Double cliqué pour les mandarins ..... 10

**SOCIETE**

Lannion : Les (ac) crocs du carnaval ..... 11  
 Lorient : Les hochhaus secondaires ..... 11  
 Sav Heol : La maison des enfants ..... 12  
 Fiechag : Portrai-robot des enfants de la DASS ..... 12

**CULTURE**

L'autre qui est parti ..... 13  
 Expo : Le triomphe du smif je ..... 13  
 Le temps de lire ..... 13  
 Les spectacles de la quinzaine ..... 14  
 Cinéma : Le (mauvais) œil du maître ..... 16  
 La bande à Nono ..... 16

Rédaction, Abonnements, Publicité  
 B.P. 158 - 44 Bd Clemenceau  
 2204 GUILINGAMP Cedex  
 Tél. (04) 21.95.40

Composition : COPIE 22 Pédernec  
 Impression : IMPRAM, route de  
 Trebrudan, Lannion

Editeur : Société des Editions  
 Populaires Bretonnes

Rédaction : Michel Albas, Yves  
 Chérier, Pierre Dacles,  
 Jeanne Grimaud, Xavier  
 Mével, Jean Mouzet, Nuno,  
 Dominique Rozentis, Domini-  
 que Sannon, Yves Le Saot,  
 Solène et les autres.

Nantes : Côté dard, 3, rue  
 Beaupré, 4400 Nantes  
 Jean-Baptiste Clément.  
 Tél. (04) 49.97.50

Gérant et Directeur de la Publi-  
 cation : Pierre Dacles.  
 Commission Paritaire : 60.135.

Le canard de Nantes à Brest.

Je suis un déserteur

**A**PPELE à effectuer mon service militaire en avril 1979 (si désigné de déserteur le 3 octobre 1979).

Lors de mon incorporation, je ne connaîtrais pas le statut des déserteurs de conscience. Et pour cause : L'article L. 50 de la loi relative aux déserteurs de conscience interdit toute propagande, sous quelque forme que ce soit.

Pendant six mois, j'ai été un soldat bien noté, discipliné et obéissant. J'ai appris à me servir d'un fusil, lancer une grenade, poser une mine... etc. Bref, on a fait de moi un parfait combattant, un homme capable de tuer.

Mais maintenant, j'obéis. J'obéirai, parce que j'ai aimé me respecter pas l'homme par sa manière de manipuler l'individu en le désincriminant et en le démoralisant. J'obéirai, parce que je ne pense pas que l'on puisse assurer le pays en préparant la guerre. Et parce qu'on ne doit pas se battre pour défendre ses frontières, mais au contraire pour les abolir.

C'est pourquoi, fort des conventions européennes des droits de l'homme que notre pays a signées, et qui certifient le droit de changer d'opinion et de les faire respecter, je réclame le statut d'obéissant de conscience. Par formulation, celui-ci me sera refusé, je vous demande de me soutenir.

Un comité de soutien s'est créé à Vannes. Ecrivez-leur en expliquant les raisons pour lesquelles vous ne soutenez, précisant que vous êtes prêt, ou que vous n'avez déjà travaillé. Ce qui vous met dans l'illégalité, pour reculer de déserteur.

Je me bats pour le droit de faire respecter les opinions de chacun, et pour rendre public le statut d'obéissant de conscience. Jean-Christophe HENRY.

Pour tout soutien moral ou financier : Président de la Section Vannetaise de la Ligue des Droits de l'Homme 13 Le Greiz 56010 Arzon.

Pas d'accord !

**S**OUS-sous-signés, sociétaires du garage de Toulon, ne saurions admettre la prise de position d'un de nos collègues Francis Martin dans le Canard du 25/1 au 7/28, concernant la mise en cause d'un des pilotes de La Borne, via moi-même, délégué syndical.

En effet, le statut juridique de notre garage (Association S.A.R.L.) toutes les décisions ont été prises par vote en Assemblée générale. D'autre part Pierre Le Borge, sociétaire au même titre que tous les autres ne saurait donc être tenu personnellement responsable du passé de la société.

J.C. Le Bars  
 J.C. Argouarc'h  
 J.C. Kerdies  
 J. Floch  
 J.L. Le Gouarapour  
 R. Cadou  
 J.Y. Roue

Qui a tué Philippe ?

**A**YANT bien connu ou connaissant encore ce climat de terreur, de passions, d'intimidations, de mises à pied, de départs volontaires, de licenciements orchestrés par les hommes de main, agents de secteurs, délégués de la C.S.L.

Petites annonces

**BON PHOTOGRAPHE** amateur cherche boulot trépas sur papier, prises de vues, etc.

**URGENT** cherche plaide à la campagne, sans corifort, de préférence région Lann. Loyer 200 F envion. Ecrire Gilles Péron 64, rue de Verdun 22000 Brest.

**CHAUFFAGISTES, ELECTRICIENS** intéressés par création SCOP. Electricité Générale - « Oup » en stock. Me contacter : Kerourlay Christophe 53 rue du JETI, 22148 Elliant.

**CHERCHONS SIEGES** Tout le monde sait qu'on n'a pas au «Canada» des situations très aisées. Mais justement ! On a même besoin de sièges. Alors si vous connaissez de bonnes occasions, faites nous signe. Nous sommes preneurs de quelques classes ou fauteuils de bureau, et éventuellement de matériel genre classeur. Et ça va, alors si vous trouvez ce que nous cherchons. Téléphonez vite au 21.06.40.

Faut la boucler

**J**E vous écris au journal pour vous remercier un petit fait qui illustre très bien la situation dans le Cap Sizun, et en particulier dans la ville de garnison qu'est Pont-Croix. Tout comme le conseiller municipal qui l'avait ouverte un peu trop, j'ai subi des pressions indirectes pour me taire. C'est aussi pour cela que je vous écris. Si cela vous intéresse, vous pouvez le passer dans votre journal.

Pont-Croix - Samedi 1er Mars - 12 h 30 - Cinquante Pont-Croixiens manifestent devant le collège au retour des forces de l'ordre encadrées les mains-serrées. Bien sûr, il ne reste plus dans la rue que les manifestants et quelques représentants de la gendarmerie locale. C'est à ce moment que le chef de la brigade subtilise une banderole, enroulée pourtant, des mains d'une personne et l'envoie à ses camarades du Petit Séminaire. Tout de suite, les quolibets fusent sur l'auteur de cette intervention des plus douzeuses. Mais, les gendarmes engagés la discussion très vite.

Déclaratif Action psychologique ? Plutôt des conseils du genre intimidation : «Vous feriez mieux de rentrer chez vous, si vous allez vous attirer des ennuis si vous continuez. On a vu votre voiture à Plogoff, et parce qu'il ne fallait pas oublier la saison de tout cela...» Des centres nucléaires, y en a partout. Pour clore le débat, on entend tout ça, c'est une question de politique.

Où à Pont-Croix, il ne faut pas ouvrir la bouche. Il faut ouvrir les yeux sur les tristes comédies militaires et la présence d'hommes en tenue, le fusil en bandoulière, devant chez soi. Il faut se boucler les oreilles aux incessantes allées et venues de l'adlocuteur et au «vrombissement des moteurs de camions dès 4 h du matin. Il faut aussi avoir la conscience muette quand on apprend que Clot Anquer (et sans doute d'autres interpellés) a été attaché et relâché toute une nuit dans le bâtiment appartenant à l'évêché.

En fait, aujourd'hui à Pont-Croix, face à l'occupation des forces de l'ordre établies, il faut faire comme les rats : «pour vivre heureux, vivons cachés».

P. Moalic

Abonnez-vous Rabonnez-vous Vous entendrez causer du pays

Libellez votre chèque à l'ordre des Editions Populaires Bretonnes  
 B.P. 158 - 44 Bd Clemenceau - 2204 Guilgamp Cedex  
 C.C.P. 2.234.917.8666

Changements d'adresse : il doit parvenir au journal au moins 6 jours avant chaque parution. Joindre un timbre à 1.30 pour frais.

abonnement

NOM, Prénom \_\_\_\_\_  
 N° rue, lieu-dit \_\_\_\_\_  
 Code postal, ville \_\_\_\_\_

Abonnement \_\_\_\_\_  
 FRANCE 6 mois (26 N°) 90 F 1 an (52 N°) 175 F  
 ETRANGER simple 6 mois (26 N°) 114 F 1 an (52 N°) 222 F  
 ETRANGER par avion : s'adresser au journal

Abonnement de soutien : C'est pas de refus !  
 Précisez s'il s'agit de  d'un abonnement  d'un réabonnement

Libellez votre chèque à l'ordre des Editions Populaires Bretonnes  
 B.P. 158 - 44 Bd Clemenceau - 2204 Guilgamp Cedex  
 C.C.P. 2.234.917.8666

Changements d'adresse : il doit parvenir au journal au moins 6 jours avant chaque parution. Joindre un timbre à 1.30 pour frais.

EVENEMENT

Les matraqueurs de Plogoff



ILS n'arrêteront plus d'arrêter

Eugène Coquet d'abord, un marin de commerce ; puis un adlocuteur de Plogoff ; puis Clot Anquer, un gardien de prison en retraite ; puis une bonne dizaine de personnes le 29 février ; puis quatre autres le 4 mars ; puis combien encore d'ici le 14 mars...

Les quatre derniers ont été quasiment ouïllés dans leur lit à Pont-Croix et à Auderme. Car ils ont été arrêtés, non pas à Plogoff à 17 heures, mais chez eux à 5 h 30.

Les gendarmes alcoolisés font du zèle, c'est sûr. Leurs carabines parachutistes, en congé de maintien de l'ordre libanais et arrivés en renfort le 20 février, ont la matraque qui les démange, c'est évident. Le 29 février, soir de la grande rafle, ils ont couru comme jamais. Sous les coups, Plogoff a paniqué avant de se ressaisir et de s'assurer en nouvelles nœuds de barricades.

Mais à Quimper, un procureur nommé Constant, jette de l'huile sur le feu. Son propre zèle l'avait déjà conduit à interdire les boissons alcoolisées dans la salle des fêtes. Une brouille. Il l'avait amené à faire poursuivre des paysans et des ouvriers qui avaient entravé la circulation en manifestant. C'était plus grave. Il le poussa maintenant à ordonner ces arrestations. C'est de la provocation.

Pour lui, le seul fait d'être présent près du site de Trogor (lieu de stationnement des mairies annexes) à 17 heures constitue un délit. Il l'a dit le 1er mars, à l'audience des flagrants délits, au terme de laquelle le procès des neuf personnes, inculpées après la rafle de la veille, a été renvoyé au 6 mars. Il a dit aussi que les 30 jours de prison ferme infligés à Clot Anquer (voir p. 4), c'était de la clémence par rapport aux 45 jours dont Eugène Coquet avait écoppé. Et il a conclu que pour ces neuf-là il fallait cogner plus fort.

Mais les violences des gendarmes mobiles, leur présence massive qui est comme une invitation permanente à la révolte ? «Me vous laissez pas impressionner par la version des événements que donne la presse, a-t-il péroré. «Nul ne peut douter de son parti-pensé. Surtout lui qui, depuis le 30 janvier, n'a sûrement jamais mis les pieds à Plogoff ! Avec tout cela, les 30 jours de Clot Anquer lui restaient en travers de la gorge. Alors il a fait appel sa mémoire, ce qui veut dire qu'il demanda à la Cour d'Appel de rejurer et d'augmenter la peine du retrapé plogoffien.

Le commissaire Morneau, dit éléphant, avait aussi ce qu'il peut pour se distinguer. Il y a eu cette bavure avec Marie-Laurence Philippoune, la fille de l'adjoint au maire de Rennes, interpellée avec d'autres à Quimper. Comme elle refusait la photo anthropométrique, les brutalités dont elle a été victime l'ont conduite du commissariat à l'hôpital. Plus plus gêné que cela, le commissaire.

Pour la photo, il se justifie en disant que les manifestations de Plogoff créent à Quimper une situation permanente de flagrant délit et qu'il peut donc soumettre qui il veut et quand il veut à cette procédure de recherche d'identité.

Alors la fièvre monte encore à Plogoff. Toutes ces arrestations, toutes ces condamnation vont à moter la telle résistance, fondée sur le sentiment que la cause qui anime est juste, ne s'éteint jamais, sauf à être noyée dans le sang. Le procureur Constant et ceux qui le couvent vont à l'enfer l'admettre et sortir de leur jurisme borné ? Ou bien, machivement, ont-ils déjà scotché quelques gendarmes mobiles sur l'auteur d'une répression en quête de justification ?

D'ANGER!



Ne riez pas citoyens

«Dernière ces carreaux il y a des hommes (...) qui ont des femmes et des enfants. Le procureur Constant l'a dit. Mais justement ! Raison de plus pour les renvoyer dans leurs foyers. Tout le monde serait content. Plogoff en serait débarrassé. Et eux seraient peut-être privés des sances récréatives de 17 heures pendant lesquelles ils font joujou avec leurs grenades. Mais ils ne regretteront sûrement pas les corvées d'ordre du matin. Regardez les, ils ont vraiment l'air de porter leur pelle comme un croix !

Abonnez-vous Rabonnez-vous Vous entendrez causer du pays

Libellez votre chèque à l'ordre des Editions Populaires Bretonnes  
 B.P. 158 - 44 Bd Clemenceau - 2204 Guilgamp Cedex  
 C.C.P. 2.234.917.8666

Changements d'adresse : il doit parvenir au journal au moins 6 jours avant chaque parution. Joindre un timbre à 1.30 pour frais.

abonnement

NOM, Prénom \_\_\_\_\_  
 N° rue, lieu-dit \_\_\_\_\_  
 Code postal, ville \_\_\_\_\_

Abonnement \_\_\_\_\_  
 FRANCE 6 mois (26 N°) 90 F 1 an (52 N°) 175 F  
 ETRANGER simple 6 mois (26 N°) 114 F 1 an (52 N°) 222 F  
 ETRANGER par avion : s'adresser au journal

Abonnement de soutien : C'est pas de refus !  
 Précisez s'il s'agit de  d'un abonnement  d'un réabonnement

Libellez votre chèque à l'ordre des Editions Populaires Bretonnes  
 B.P. 158 - 44 Bd Clemenceau - 2204 Guilgamp Cedex  
 C.C.P. 2.234.917.8666

Changements d'adresse : il doit parvenir au journal au moins 6 jours avant chaque parution. Joindre un timbre à 1.30 pour frais.

Un mâtôn mâté

# PARSONS FERME POUR LES CAPISTES

**S**INISTRE cette salle d'Assises du Palais de Justice de Quimper. Ces murs convulsifs qui s'envoient à perpète vers des fenêtres sans soleil... Vingt Des journalistes s'étreignent un peu, ils n'ont pas de table. Vient de bien de ce premier rang que, faute de place, on leur a assigné ? L'un d'eux — dont nous saurons le nom par charité confraternelle — se croit drôlé en demandant à l'huissier si on ne pourrait pas changer la place de l'accusé pour qu'on voie mieux sa figure.

### Le procureur ténacé

L'acte II démarre tambour battant par la déposition très véhémente de Jean-Marie Kerloch : « Si on veut le calme à Plogoff, c'est toute la population qu'il faut déporter car le procès d'aujourd'hui pourrait être celui de 2 000 personnes de Plogoff. Ce ne sont pas les femmes qui le démentiront. Elles sont quatre à venir se déclarer solidaires de l'accusé et témoignent de leur idéal commun et de leur attachement viscéral à ce cap qui est son territoire ».

### Le bon usage de la démocratie

Acte III. Tout cela n'intéresse évidemment pas le procureur Constant : « On utilise votre prétexte comme un tribune. Tout court se choquant l'u, dit-il au président au cours de son réquisitoire. Lui, le nucléaire, il ne veut pas le savoir, ce qui le passionne

surmont lorsqu'il est écrit, au delà de cet engouement pour une sale guerre de Bretons. Mo l'hour forme le ban en évitant l'hérésie géographique et le sacrilège écologique que constituerait l'implantation d'une centrale à la pointe du Raz. « C'est Anquetil qui a fait ça par amour de son pays et si vous le condamnez c'est toute la population du cap que vous condamnez ».

Après une demi-heure de délibération, le tribunal a condamné la population du cap à un mois d'emprisonnement. Rivedu ?

Après une demi-heure de délibération, le tribunal a condamné la population du cap à un mois d'emprisonnement. Rivedu ?



Clavier, Paris

Il est là, le Cap, dans son box entre deux pandores. Il est là dans son grand corps coupé à la serpe, ballant deux bras énormes dont il ne sait que faire. Ca fait une semaine déjà qu'il croque dans une proie semblable à celle qu'il a trouvée il y a 34 ans. Lui, l'ancien gardien, lui, le père de deux fils, voici qu'on va le jeter en vertu d'une procédure taillée sur mesure pour mâter la vrascale gauchiste ; la loi anticap-

### "Parole d'avoué"

Car il est cassé, le Cap. Officiers les témoins l'affirment. Et des affirmations de gendarmes, c'est quasiment du béton armé. On s'est croisé à l'éclair : un adjudant-chef qui garde son képi — deux marchands-de-logis-chefs et un désarmé gras — qui, eux, ôtent simplement leur képi après le salut militaire du rigueur —.

### "Dites-le à vos députés"

Brice Lalonde, lapidaire et provocateur à souhait : « c'est à titre de criminel que je vous parle. J'ai déclaré des dossiers d'enquête et je recommencerais si je le pouvais. Les habitants de Plogoff sont l'homme de ce pays. C'est le chef de l'Etat le vrai terriste ». Marie Jaco, députée socialiste de la Finistère, signataire la violence de l'agression policière. Basile Lélies, un toubou du cap : « Nous sommes dans régime quasiment dictatorial ». Jean-Yves Kermarrec de l'APPB : « Quand on parle de la pollution des eaux il y a quelques années, on nous traitait d'agris conjugalistes ; on sait ce qu'il en est aujourd'hui. Et demain ce sera les anti-nucléaires de Plogoff qui tous le monde applaudira. Vives Le Gal, de la SEPBB : « Ces dossiers d'enquête d'utilité publique sont un leurre car toutes les conclusions scientifiques défavorables au projet en ont été gommées par EDF. Les autres pays font marche arrière et la France continue à être bâillée sous programme nucléaire. Il s'agit de se demander qu'avance pour l'utilité publique ».

### "Dites-le à vos députés"

Pierre Laurent n'est pas d'un avis différent. Le témoignage de ce retraité d'EDF, âgé de 76 ans et militant anti-nucléaire convaincu étonne par sa fermeté. Alors que le juge Bonnardreau ne cesse de répéter aux témoins : « Répondez ce à vos députés, la Pierre Laurent saura mettre les choses à leur vraie place : en France on a une dette de conscience des ministères. On confond démocratie et système corporatiste. Ce qui fait la dignité des démocrates c'est le respect que l'on porte aux minorités. A Plogoff nous avons une population minoritaire mais qui est chez elle. Cette minorité est donc fondée à exercer son patrimoine. Pour ce qui concerne Monsieur Anquetil, la question est de savoir s'il doit conduire à se consacrer comme breton. En bien il l'est, car d'après la circulaire d'Omano de 74, la

« Ils nous menacent du retour à la bougie et c'est l'homme des gâgernes qui apparaît »



Y'a un peu de la dentelle

# LA BATAILLE DU PELLERIN

A Flamanville dans la Manche, au Pellerin en Loire-Atlantique, on a le regard tourné vers bombardier des centrales.

L'énquête d'utilité publique s'y est heurtée comme à Plogoff à une grande hostilité. Douze communes y étaient opposées. Sept refusèrent d'ouvrir leurs mairies ; Le Pellerin, Chê, Coulons, La Montagne, Saint-Jean de Boisseau, Brin et Vier. Alors arrivèrent ces camionnettes normées emplies armées et leur cortège de gendarmes mobiles. Plus de quatre heures furent nécessaires à l'installation de la centrale. Plus de quatre heures furent nécessaires à l'installation de la centrale.



Le Pellerin en Loire-Atlantique, on a le regard tourné vers bombardier des centrales.

Il faut dire que sur place l'opposition était plutôt faible. Flamanville avait la nostalgie de ses mîmes, fermées depuis plusieurs années, la nostalgie de l'emploi supprimé. La centrale en créait d'autres. C'est ce que disaient le maire et même le curé (voir encadré).

### "Ils nous menacent du retour à la bougie et c'est l'homme des gâgernes qui apparaît"

« Ils nous menacent du retour à la bougie et c'est l'homme des gâgernes qui apparaît »

Après pas besoin de gendarmes mobiles pour l'installation de l'utilité publique. Ni de emeries armées. EDF jugea même inutile d'attendre la fin de cette enquête pour engager les travaux. Cela était permis au C.A.N. normand de gagner des batailles de procédure. Mais de pure forme.

# Le puzzle nucléaire

Les maillots anti-nucléaires ont bien raison d'affirmer que le choix nucléaire est une option qui engage tout le monde et pas seulement les riverains immédiats des centrales. Chaque localité des zones périphériques doit être impliquée dans le choix de la centrale. Elle implique tout un maillage d'installations annexes : des câbles de lignes électriques qui sillonnent tout le territoire afin de véhiculer son énergie ; des sites de traitement pour les déchets ; mais encore des barrages lui assurant des réserves d'eau douce ; mais encore des systèmes de pompage susceptibles d'utiliser les prodigieuses quantités d'énergie qu'elle gaspille aux heures creuses.

Le Pellerin en revanche, demeure un champ de bataille



### "Ils nous menacent du retour à la bougie et c'est l'homme des gâgernes qui apparaît"

« Ils nous menacent du retour à la bougie et c'est l'homme des gâgernes qui apparaît »

Le Pellerin en revanche, demeure un champ de bataille

Le Pellerin en revanche, demeure un champ de bataille

Le Pellerin en revanche, demeure un champ de bataille

Le Pellerin en revanche, demeure un champ de bataille

Le Pellerin en revanche, demeure un champ de bataille

Le Pellerin en revanche, demeure un champ de bataille

Le Pellerin en revanche, demeure un champ de bataille

Le Pellerin en revanche, demeure un champ de bataille

le canard de nantes à brest

le canard de nantes à brest





# TRAVAIL

## Redéploiement chez les insitits

# LES COMPTES DE BEULLAC

«Restructuration, réaffectation». Sous l'innocence apparente des mots se cache une politique dont le seul logique est le profit. Le C.N.P.F. en est l'inspirateur et Raymond Barre est son prophète.

L'États e privé l'a déjà largement expérimenté. Le redéploiement c'est, par exemple, le transfert dans un pays du tiers-monde d'une production, jusqu'à nos jours, en France, parce que la main-d'œuvre n'y coûte presque rien. La restructuration, c'est la fermeture d'usines, la suppression d'emplois, la suppression de postes par ce transfert. Économiquement c'est une bonne affaire pour le patronat. Socialement, c'est un désastre.

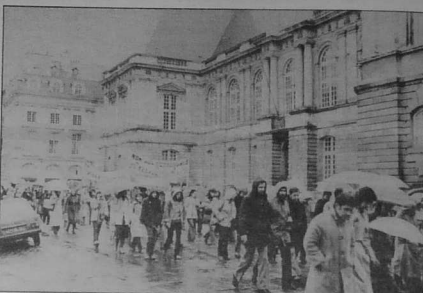
Cette politique est aussi appliquée au secteur national. On liquide la sidérurgie en Lorraine, plus on agit l'espoir (faux) d'emplois de remplacement par le patronat. Socialement, c'est un désastre.

Telle est, grossièrement décrite, la politique de restructuration dont Christian Beullac se fait l'exécuteur. Mais ce n'est pas tout. Il y a des raffinements. Les plus remarquables à nos yeux sont : une catastrophe pour les écoles rurales.

### 2 + 3 faisaient 5

Tout le monde sait les difficultés qu'elles ont à survivre. Un cycle primaire normal se décompose en quatre niveaux : la maternelle, le cours préparatoire, les cours élémentaire et le cours moyen. Ces deux derniers se subdivisent eux-mêmes en C.E.1 et C.E.2 et en C.M.1 et C.M.2.

La réduction des effectifs par classe est une défilé vieille revendication des parents d'élèves et des enseignants. Toutefois, sous la pression des pas avaient été faits dans cette direction. Et la tendance générale était au rap-



Mais il y a des raffinements. Les plus remarquables à nos yeux sont : une catastrophe pour les écoles rurales.

Pour éviter cela, des communes ont fait des regroupements pédagogiques. Ainsi, dans la canton de Caliac (Côte-d'Or) particulièrement menacé par la restructuration et le redéploiement, deux communes que je connais bien, Mail-Pestivien et Saint-Nicolas, n'avaient plus

devant droit à deux classes. Avec au moins 54 élèves, Mail-Pestivien en gardait trois. Et ensemble elles en conservaient cinq. Normal, non ? Pas pour Beullac. Il globales. Il regarde le regroupement pédagogique comme la fusion de deux écoles en une seule. Plus il additionne 54 et 26. Or, il ne garde sa grille — qui n'est d'ailleurs pas la sienne mais celle de Guichard — 5 pour cent de 90 c'est inférieur à 90, ce qui, en bonne arithmétique élémentaire, se traduit par trois classes.

Le raffinement va plus loin. Dans cette arithmétique, les enfants de la maternelle (entre 2 et 4 ans) ne comptent plus que pour des demi-portions. Et 100 élèves, dont 30 en maternelle, ne forment donc encore que trois classes puisque 70 et 30 ne font pas 100 mais 80.

Récapitulons. Avec au moins 54 élèves, une commune avait trois classes, avec 26 élèves une autre en avait deux. Avec 80 élèves et même plus, elles n'ont plus droit ensemble qu'à trois classes. Encore deux postes récupérés. Mais n'allez pas croire qu'il s'agit de postes rétablis si l'année suivante ils sont 117 ou 120. Non, ils

## Exit les étudiants !

Le nouveau statut de surveillance mis par Beullac fait fuir les maîtres d'internat et les surveillants d'externat. Après un maximum de 3 années probatoires, si leur faudrait passer un concours d'admission, ce qui est exclu, font-ils remarquer, la suppression de fait des étudiants les sont actuellement 40 000 et la création d'un corps de professionnels de la discipline, des punis à vie.

Dans l'Académie de Nantes, les instances se sont déjà mobilisées, ils ont constitué un collectif et entamé l'action. Après cette première étape, ils voudraient aller à l'école dans l'autre et réorganiser ; mais d'un point de vue la fermeture d'une école.

Jusqu'à quatre classes (École primaire) ; une maternelle et un cours préparatoire ; un cours élémentaire et un cours moyen qui ne sont plus subdivisés. Avec trois classes c'est plus difficile. La

On voit que ce moindre mal est remis en cause. Avec au moins 26 élèves, Saint-Nicolas

devront être 160. Pas un de moins. Toujours ces hommes en fourchettes qui permettent, comme en Bourse, de jouer à la hausse ou à la baisse.

iniquité et colère des parents les avaient l'offensive dans cette bataille des effectifs et les voilà brutalement accusés à la débandade. Iniquité des instituteurs et institutrices : avec un tel système, non seulement il ne se crée pas de nouveaux postes mais on ne remplace plus les départs en retraite et, n'étant le statut de la fonction publique, on ne mobilise les uns et les autres comme jamais depuis bien longtemps. Aux manifestations organisées dans les chefs-lieux de départements bretons, juste avant les vacances des Grés, les sortis venus des campagnes les plus reculées donc les plus menacées

Mais l'essentiel reste à faire. Car il faudrait plus que cela pour que Raymond Barre ou à un autre — de mettre la pédale douce. C'est qu'il faut qu'il s'agit de postes rétablis si l'année suivante ils sont 117 ou 120. Non, ils

devront être 160. Pas un de moins. Toujours ces hommes en fourchettes qui permettent, comme en Bourse, de jouer à la hausse ou à la baisse.

iniquité et colère des parents les avaient l'offensive dans cette bataille des effectifs et les voilà brutalement accusés à la débandade. Iniquité des instituteurs et institutrices : avec un tel système, non seulement il ne se crée pas de nouveaux postes mais on ne remplace plus les départs en retraite et, n'étant le statut de la fonction publique, on ne mobilise les uns et les autres comme jamais depuis bien longtemps. Aux manifestations organisées dans les chefs-lieux de départements bretons, juste avant les vacances des Grés, les sortis venus des campagnes les plus reculées donc les plus menacées

Mais l'essentiel reste à faire. Car il faudrait plus que cela pour que Raymond Barre ou à un autre — de mettre la pédale douce. C'est qu'il faut qu'il s'agit de postes rétablis si l'année suivante ils sont 117 ou 120. Non, ils

## Mutation arbitraire à Rennes

# LA TABALE DE BREQUIGNY

«Pas de vagues», avait menacé l'administration. Simon vous pourriez bien être chazebroucké ! Mme Yvette Pénenez, directrice du collège Jean Moulin de Rennes, avait donc accepté sa mutation. Mais les parents d'élèves, puis les professeurs, ont réagi publiquement. Et cette affaire d'arbitraire, qui sent la bombe, fait maintenant grand bruit à Rennes.

Il se serait qu'il y a à grève ici ? Ça, les lycées qui le terrage un camarade, en passant devant les bâtiments du collège Jean Moulin, pas l'air très informé. Son ignorance est excusable. Dans cet ensemble scolaire grouille une population de 3 200 élèves. C'est Brequigny, dans la banlieue-sud de Rennes. Vingt la grille d'entrée, on croit entrer dans un lycée quel quartier H.L.M. Les bâtiments parallélogrammes parfaitement anonymes. La lycée classique et le lycée d'enseignement professionnel sont au fond. Le collège à gauche en arriant, mais où sont les établissements d'ant ?

Avant septembre 1977, l'enseignement scolaire de Brequigny ne formait qu'un seul et gigantesque lycée. Le collège Jean Moulin n'existe donc que depuis cette époque où le ministère a divisé Brequigny en trois établissements. Les deux lycées et le collège. Nommée à cette rentrée 1977-1978, Yvette Pénenez a été la première directrice.

Pas une sinécure. Le collège, c'est le parent pauvre de cette usine à examens, qui elle-même n'a jamais eu tout à fait les moyens de son gigantesme. Comme disent les syndicats : il faut gérer la pénurie ou bien tirer fréquemment la sonnette de directeur, du recteur d'Académie, au risque de se faire mal voir. De plus, au sein de cet ensemble, les attributions de chaque établissement ne sont pas toujours clairement définies. Par exemple, il y a une section ambylopa (mal voyant) dont l'externat dépend du collège et l'internat du lycée.

Pas commode de coordonner tout cela.

«N'est-elle pas ?»

Mais apparemment, Yvette Pénenez avait du savoir-faire. Les professeurs l'appréciaient car elle était venue à leurs préoccupations. Les parents en disaient grand bien car sous sa direction le collège Jean Moulin perdait cette mauvaise réputation d'établissement «bordélique» qu'avait eu jusqu'à lui. Brequigny, «Maintenant nos enfants travaillent», disait-on.

Personne ne se doutait donc du mauvais coup que se préparait contre la directrice. Les syndicats en ont été le baromètre informel. «Fin novembre, racontent-ils, des délégués syndicaux et ceux des parents d'élèves du C.E.S. sont convoqués séparément, par téléphone, et sans motif avoué, à

l'inspection académique. A leur grand étonnement, ils sont reçus par l'inspecteur de la vie scolaire. Grandis deux ! Que leur veut ce haut personnage qui est, à l'Education Nationale, ce qu'est la police. L'inspection générale des services c'est-à-dire elle s'occupe des policiers. Pas si souvent qu'il leur fait cet honneur !

«N'est-elle pas exagéré, agressif ?» lui sont venus à l'esprit. «N'est-elle pas un peu zéphyrique ?» ont dit ceux qui ont sauté d'aise. — On se récite. M. Bliet dit : «Chou blanc, il cache mal son dépit : Avez comme ça ? On n'a même pas de problèmes avec le directeur ?»

Par cette incitation à la délation, le collège apprend donc qu'une enquête est ouverte contre Mme Pénenez. Le procès verbal provoque une protestation unanime exprimée par l'opposition. Des explications sont demandées, par lettres, au recteur, au ministre. Réponses dilatoires. On se rassure. Ce ne peut être qu'un «pas de vagues», sinon...»

On oubliera presque l'affaire. Mais à la rentrée de janvier, la directrice est convoquée devant une commission nationale parents de discipline. Auparavant, elle a pris connaissance de son dossier à Paris. «Pas de vagues, lui dit-on à cette occasion. Simon vous pourriez bien être chazebroucké !»

«N'est-elle pas ?»

«N'est-elle pas ?»

«N'est-elle pas ?»

«N'est-elle pas ?»

«N'est-elle pas ?»

«N'est-elle pas ?»



## Licenciements préventifs

Quatre auxiliaires licenciés, deux autres dont l'emploi est rétabli à mi-temps, une septième qui ne garde le sien, quoiqu'elle charge de l'été. Voilà tout les décisions auxquelles s'oppose le personnel des Services fiscaux des Chênes du Nord. Il faut dire que le 29 février, elle a reçu une délégation qui était venue au ministère par un courrier de politesse. Elle attend que cessent les détractes, que cessent les manifestations, que cesse la grève.

Parents et professeurs réagiront-ils à la proposition de licenciement et de réhabilitation de Mme Pénenez ? La partie est dans. Si au moins la réhabilitation à découvrir que, dans cette histoire, il y a des maîtres sales, ce serait déjà une demi-victoire.

«N'est-elle pas ?»

«N'est-elle pas ?»

«N'est-elle pas ?»

«N'est-elle pas ?»

«N'est-elle pas ?»

«N'est-elle pas ?»

prochement entre les exigences syndicales et les normes gouvernementales.

Désahabiller Pierre... C'en est fini. Anticipant d'une base toute relative de la population scolaire — après le boom démographique d'après-guerre le nombre des naissances annuelles a un peu diminué — le gouvernement ne veut plus créer de nouveaux postes. Comme il y a cependant des besoins trop criants à satisfaire, il annonce qu'il va désahabiller Pierre pour habiller Paul.

La procédure est un peu simple. Il n'a même pas besoin de sortir de ses propres normes.

«N'est-elle pas ?»

«N'est-elle pas ?»

«N'est-elle pas ?»

«N'est-elle pas ?»

«N'est-elle pas ?»

## Le canard de Nantes à tresser

9

## TRAVAIL

Aviculture

# DES RENARDS DANS LES POULLAILLERS



Mais base sur les basses-cour.

enfin...

**INFORMATIQUE, ENERGIES NOUVELLES.** Deux thèmes pour deux stages organisés par l'Association pour la promotion sociale des travailleurs (A.P.S.T.) de Rennes, dans le cadre de la formation permanente. Le stage *«Énergie nouvelle»* se tiendra du 17 au 21 mars, le stage *«Informatique»* du 21 mars au 4 avril, au Centre d'Accueil de la Habitat à Cesson-Sévigné. Renseignements et inscriptions : A.P.S.T., 17 av. Gera Malhou, Rennes 35000. Tél. 84.10.06.

**VOYAGE EN ALLEMAGNE.** La section A.P.S.T. organise un voyage d'études en Allemagne fédérale en relation avec les travailleurs sociaux de Hambourg. But : découvrir l'action sociale dans ce pays et notamment à Berlin-Ouest.

Prix du voyage : 800 F plus 150 F de droit d'inscription. Renseignements : l'A.P.S.T. (voir ci-dessus).

**VOYAGES EN DOUCE.** L'association Bretagne inter-Âges (B.I.A.) organise plusieurs voyages à l'intention des retraités. En Tunisie, 1870 F les 10 jours, 2000 F le circuit du Danube, Au Baléares, 1785 F les 8 jours, Au Maroc, 2060 F la semaine. En France, 985 F une semaine en Corse, 1850 F treize jours dans le Gard, 1770 F dix-sept jours sur la Côte d'Azur. Les prix y compris «tout compris» (hébergement, nourriture, excursions etc.). Pour tous renseignements s'adresser à l'association à place Glais-Bélizé, 22000 St-Brevé t.d. 61 93 07.

bref!

### Loudéac

## Double claque pour les mandarins

Deux bonnes nouvelles à Loudéac. La première : le Conseil d'État a fait rejeter l'offre d'achat de la clinique faite par des médecins, sur le motif qu'elle était financièrement (1500 000 F) insuffisante. La seconde : le Dr Philippe Cristini a été lavé de tous soupçons par le Conseil régional de l'Ordre.

Souvenons-nous. La clinique de Loudéac, propriété d'une congrégation religieuse, est mise en vente en 1978. L'hôpital serait acquéreur. Mais les médecins qui siègent au conseil d'administration voient d'un mauvais œil cette possible fusion des deux établissements. Ils se portent donc eux-mêmes acquéreurs et remettent l'hôpital de la vente.

C'est dans ce contexte que le Dr Cristini, médecin public de l'hôpital, expose en réunion publique de quelle manière certains médecins — dont le fils du maire de l'époque, le Dr Erlenne — jouent, par intérêt financier, la clinique contre l'hôpital.

Réaction des acheteurs confondues : une plainte devant le Conseil départemental de l'Ordre qui convoque le Dr Cristini, refuse d'entendre ses explications et finit par se faire chasser d'importance par des syndicalistes et des médecins progressistes. La première plainte est annulée. Mais une seconde est directement adressée à l'Ordre régional. Le Dr Cristini comparait en décembre dernier, fortamment soutenu par une manifestation.

Le verdict vient de tomber. Les faits confondus sont déboutés. Le Conseil régional a estimé que les faits rapportés par Philippe Cristini étaient exacts ; que leur révélation ne traduisait en aucune façon une intention de trahir ; que les plaignants n'avaient pas agité l'idée d'engager et qu'enfin le Conseil départemental n'avait commis une erreur en acceptant de faire l'écoulement de la plainte.

Reste la clinique. Celle des médecins est déjà repassée, l'offre d'achat présentée par l'hôpital a maintenant quelques chances d'aboutir. Et ainsi pourrait être constituée, dans cette petite ville de Loudéac, une unité hospitalière de ce centre.

## SOCIÉTÉ

# LES AC-CROCS DU CARNAVAL

Il n'y a pas de raisons pour que les seuls humains profitent du grand déroulement carnavalesque. Les chiens aussi ont de l'énergie à libérer, des fantasmagories qui leur démontrent le bout des crocs. A Lanton ils ont pu s'exprimer et ils ne s'en sont pas privés. Le rôle de leurs maîtres au Service d'Ordre leur tenait lieu de masque et les carnets de vaccination étaient en règle.

Les faits remontent à la nuit du 16 au 17 février : les festivités des Gros, organisées par le comité des fêtes, entraînent leur plein, le grand bal travesti avait débuté à 21 h 30. Il allait bientôt s'achever quand, vers une heure et demie, une trentaine de jeunes de la région investissent le hall d'entrée de la salle omnisports et tentent de négliger un taffet de groupe. Le ton monte, l'un des enquêteurs reçoit un coup au ventre, prénait au col son auteur, membre du Service d'Ordre, mais l'affaire s'arrête là, les esprits s'apaisent même. Pas pour longtemps car les vigiles se mettaient en tête de débarrasser la glanerie de cette jeunesse barbu et, par donner de la force à ses propos, la faisant entrer en scène leurs chers tout tous des adhésions. Le rapport de force se trouvait sérieusement modifié et le groupe refusait en disordre hors de l'aire pendant que les chiens se mettaient en sautoir et se battait entre eux.

C'était déjà trop, mais les choses auraient pu en rester là si les vingt membres du S.O. n'avaient pas voulu en découvrir à tout prix.

Bouillottes sans ménagements, Christine faisait remarquer qu'elle était assez grande pour sentir toute seule ; en réponse, elle recevait un vigoureux coup de poing à la tête et s'échouait à la sortie du hall. Son agresseur se tenait devant elle, elle avait saisi un chien et le maintenait appuyé à sa ceinture. Quand le premier ne cognait pas du poing ou du pied, c'est le second qui mordait avec une nette préférence pour le bas ventre selon l'expérience des victimes. Un autre membre du Service d'Ordre proclama de même, mais avec deux chiens, à quelques instants plus tard, le premier de l'ordre de Lanton en 70. Il proposait à son conseil municipal un arrêté interdisant l'utilisation de chiens dans les locaux municipaux.

# La complainte du p'tit zef

Melancholique, le Stade Brestois ne gagne pas souvent cette année (loqi à regard la base 7). Et les supporters font grimace même quand ils ne semblent pas dans la complète déconvenue au fond d'un sac blanc humide. Les déesses Jean-Marie, Hervé et François, mixés connus sous le nom comprimé de Les Français l'Éclair, ne bougent plus au match à l'Armoricaine. Cette année, ils ont revendu bouquets et échappes rouges et blancs, rangé leurs cornes de brume et passent leurs samedi soirs de la robe au Penalty Bar où ils se livrent à la grande mélophilosophie pour motiver leurs déceptions. Ils ont fait à plusieurs une merveilleuse chanson sur celui qui l'an dernier les faisait vivre. Dans la note, les chiens désemparés sont les chiens plus beaux, voici «Claude Breton».

«C'est dans ce sale bas de laine  
Que j'ai vu le nez se me assoy  
A la table à drive du comptoir  
Le poil ébouré et l'œil hagard  
Et moi je regarde mon verre  
En faisant des ronds sur la table  
Parfois la bière a les reflets  
De la peau d'âne d'une femme.  
Et puis y'a Viviane qui m'dit bonjour  
Comme ça j'ai vu le nez au bas  
Après je lui montre le journal  
A la page première Division.  
Ce sur le Breton ça va en droit  
Que c'est-que ça m'raige et qui est blanc  
Et puis qui m'raige et qui descend  
Ah...  
Et moi j'ai mal à la Bretagne  
Y'a-t-il un médecin dans la salle ?  
J'ai un cancer au foie.  
Mais non, mais non y'a qui converse  
C'est dans ce sale bas de laine  
Que j'ai vu le nez se me assoy  
A la table à drive du comptoir  
Tous seul avec moi désemparé...»

# LES BLOCKHAUS SECONDAIRES

M. Dufo, le bien nommé, a d'abord acquis un blockhaus à l'extrême point de Keroc'h. Il l'a arrangé comme il lui a plu. Il a fait des clostrophobes et il est tout va à l'erreur dans son bunker en béton armé. Ça date, il a la vie spartiate, même pour un colonial, ça ne se justifie plus en temps de paix. A l'automne 79, monsieur Dufo a donc pris ses attes et a été contraint de construire un véritable blockhaus secondaire sans attendre à la fin de l'année. Les permis de construire ont été octroyés à la fin de l'année. Mais le monsieur a refusé, disant que la circulaire d'Ornano ne lui permettait pas de construire à moins de cent mètres du rivage.

Outrés par cette infraction flagrante à la législation en vigueur, quelques habitants de Ploemeur et notamment les membres de l'association «Fazc heul» (œil du soleil) qui œuvre pour la protection et la mise en valeur de l'environnement, ont demandé quelques explications à la mairie. Là, ils ont appris que leur a fait M. Lasserre, le maire qui a couvert l'opération, n'est pas si naïf que des vers. Sabotant ainsi, il s'agit tout simplement d'une ruse pour faire passer le blockhaus. Comme si cette construction gérée sur une vertu de béton n'était qu'un simple aménagement comme si un blockhaus pouvait être considéré comme une habitation.

Manifestement, il y a deux points et deux mesures à Ploemeur. Alors que certains habitants ont dû demander un permis de construire pour changer une simple porte de garage, comment se fait-ce que ce touriste culotté

enfin...

**STAGES CAP-ASE.** La Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs de Nantes organise deux stages de fin de formation pour des jeunes diplômés aux responsabilités professionnelles et sportives. Ces stages ont été organisés par la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs de Nantes. Ils ont lieu du 17 au 21 mars au Centre de Formation de la Jeunesse de Nantes. Les participants sont les jeunes diplômés aux responsabilités professionnelles et sportives. Les stages sont destinés à ceux qui ont obtenu leur diplôme en 1978. Ils ont pour but de leur faire connaître les possibilités de formation continue et les possibilités de perfectionnement.



# ils ont construit des poullailiers, ils ont volé notre métier

Ces deux vers improvisés sur vieil air gallo et chantés lors d'une manifestation paysanne le 20 février valent tout un discours. En construisant eux-mêmes des poullailiers, les industriels de la volaille volent en effet le métier des agriculteurs.

Les poullailiers sont entrés en action à l'échelle du Breton, ici sur la commune de la Harmoye (Côte-du-Nord). S'il y a bientôt un couvoir. Propriétaire : Société A.G.R.A.F. Mais encore ? Doux, Tivy, Bernard, trois gros abatteurs de volailles, et la Société Souquet-Amice un Tenez qui a déjà un couvoir dans le Méné. Jusqu'à rien à dire. Que les Hédoux de la volaille, s'occupent pour augmenter leur production et leurs profits, c'est leur affaire. Et les couvoirs sont aussi leur affaire.

Mais ce n'est pas tout. Au tour de ce couvoir, ils vont construire une cinquantaine de poullailiers de 7 à 8000 poules chacun. Et là, ils empiètent directement sur le terrain des agriculteurs. C'est grave.

Chacun de ces poullailiers assurera un revenu à une famille d'exploitants agricoles. La Société A.G.R.A.F. n'emploiera qu'un couvier pour deux poullailiers. Mais payé sans doute. Car les bas salaires sont la règle dans l'agro-alimentaire.

Déjà les aviculteurs avaient souvent à se plaindre des contrats d'intégration par lesquels les industriels les réduisaient au rôle de tâcherons. Mais enfin ils conservent une petite autonomie.

## Le couronnement du roi Auguste

Auguste Grit, président de la F.D.S.E.A. de Vendée et secrétaire général de la F.N.S.E.A. a récemment été élu roi de la F.D.S.E.A. de Vendée. Ce qui fait dire aux Paysans-Travailleurs de Vendée : « Il n'y a vraiment plus d'illusions à se faire sur la collusion des pouvoirs capitalistes et de la F.N.S.E.A. ».

Au nombre d'environ deux cents, ils se sont rendus à la cérémonie du Couronnement du Roi Auguste. Ils ne pouvaient pas laisser un responsable syndical se moquer une fois de plus des paysans. C'est ce même responsable, qui, en souhaitant les vœux aux Vendéens, avait dit à la réunion : « cessez de pleurer, vous n'êtes pas si malheureux que ça... etc. ».

Notre présence a troublé le sillon de familles et l'attitude d'Auguste Grit (volonté) a empêché toute confrontation. Monsieur Debattais lui, refusé d'affronter le débat et prit la petite porte... Nous avons suivi le déroulement de la cérémonie de l'extérieur... Les entrées étaient gardées par des gardemanes... c'est un comble ! ce responsable syndical aurait-il peur des paysans ? Malgré cela, notre action a atteint son objectif : nous n'avons pas laissé faire et nous ne laisserons pas faire ce syndicalisme qui trahit tous les jours les paysans et qui est avant tout soucieux d'adapter l'agriculture au système... »

le canard de nantes à brest

le canard de nantes à brest



# SOCIÉTÉ



La punition: le lever des parents

Sav Heol

## La maison des enfants

De la chambre exigüe à la cuisine encombrée, de la cage d'escalier au trottoir, de la pelouse interdite au bac à sable, les enfants traînent souvent leur ennui lorsqu'ils sont livrés à eux-mêmes. Pour mettre à profit ce temps (hors-école), plusieurs parents de Lorient ont créé en 1976 «Sav Heol» (soleil levant), une association d'éducation populaire.

Sav Heol, c'est aussi, c'est surtout une maison d'enfants accueillante, sise au 13 de l'avenue Jean-Jaurès à Lorient. Sous ce toit tout est permis, ou presque, puisque tout a été conçu pour que l'enfant y puisse librement s'exprimer, se découvrir. Car l'élève des parents n'est pas d'occuper les loisirs de leur progéniture afin de s'en débarrasser à bon compte, mais bien de faire en sorte que ce temps libre soit mis à profit pour que l'enfant s'épanouisse en dehors d'un cadre pédagogique rigide.

Toutes les matières, tous les papiers, savent combiner une maison normale — et la forçent un appartement — est mal adaptée à la liberté d'expression d'un enfant. Combien de cris, combien de migrations, pour des casseroles martelées, des tapissages crayonnés, des tables rayées, des livres défilés... La maison de Sav Heol.

enfants de 4 à 14 ans ont profité de ces activités. Cette année, ça continue. Les ateliers durent deux heures par semaine, le mardi soir, le mercredi toute la journée et le samedi après-midi. Quand les enfants arrivent, ils choisissent un livre dans la bibliothèque (dont le fonds est renouvelé toutes les

elle, elle est faite pour ça. Là, ça va, on peut la cocoonner en faisant de la mauresque, de la poterie, de la broche de toute sorte, c'est étudié pour, y'a même des étables. Au rez-de-chaussée, il y a une grande cuisine avec tout ce qu'il faut pour faire de la pâtisserie, de la confiserie et même de la boulangerie. Et personne derrière votre dos à vous dire «Attention, tu vas te salir l'attention, tu vas tout renverser là. Au premier, c'est plus calme, plus feutré à même la moquette, on peut bouquiner, tisser, découper, confectionner des marionnettes, il y a même là un grand caqueton qui s'attend que ça. Au deuxième étage enfin, c'est le domaine des activités salisantes — la bête noire des parents ! — peinture, collage, tissu, découper, confectionner des marionnettes, il y a même là un grand caqueton qui s'attend que ça. Au deuxième étage enfin, c'est le domaine des activités salisantes — la bête noire des parents ! — peinture, collage, tissu, découper, confectionner des marionnettes, il y a même là un grand caqueton qui s'attend que ça.

Voilà. L'année dernière, 110

Errare...

Suite à l'article paru dans le N° 90 du Canard et consacré à l'école du Centre-Méditerranée de Rieucourt, la section SCEN-CPDT de ce établissement nous signale quelques erreurs dans à une interprétation erronée de leurs propos.

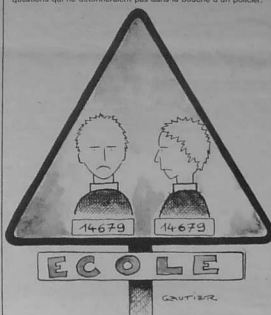
Concernant à ce que nous avions écrit, la population de cette école est la composition d'un tiers de nord-Africains, un tiers de cas sociaux et un tiers de défilés légers. Mais, sur les deux enfants est d'origine étrangère et beaucoup d'autres sont Algériens, Tunisiens et Marocains ; un tiers est composé de cas sociaux ou d'enfants souffrant de carence affective (problèmes de troubles de conscience ou d'orientants atteints de troubles spatio-temporels ; le dernier tiers concerné, pour la plus grande partie, des enfants présentant des retards scolaires et des débiles légers.

D'autre part, nous laissons

## Portrait-robot

On reconnaît le fameux GAMIN qui vous met les mains en fiches depuis leur premier voyage. Voici mieux : une feuille de renseignements provenant de la justice et remise par les assistants sociaux aux instituteurs ayant dans leur classe des enfants dépendant de la DASS (orphelins et enfants retirés de leur familles). Un document confidentiel dont la lecture se passe de commentaires.

De questionnaire hypocritement intitulé «Renseignements scolaires émanés du service social spécialisé de protection de l'enfance d'Ille-et-Vilaine dont le siège se trouve au Palais de Justice de Rennes. Mais pour mieux protéger les enfants dont il a la charge, ce service n'a pas osé poser aux instituteurs des questions qui ne détonneraient pas dans la bouche d'un policier.



Voici un vrac des questions insidieuses auxquelles il est demandé de répondre. «L'enfant a-t-il tendance à tricher ? Est-il discipliné ou indiscipliné ? Apparaît-il instable ? D'humeur triste ou gaie, égale ou variable ? A-t-il besoin d'être encouragé, stimulé, menacé ? Comment accepte-t-il les marques d'affection, d'encouragement, les menaces ? Est-il ordonné ou désordonné ? Propre ou peu soigné ? Est-il accessible ou préférentiel à la solitude ? A-t-il des amis ? Est-il bavard, adroitness ou indifférent ? Aime-t-il le jeu ? Dans les jeux, est-il chef ou obéissant ? Est-il poli, frondeur ou indifférent ? Est-il timide ? Est-il menteur ? Quelle est la cause du mensonge ? Emotif ? Fantaisiste ou sérieux ? Utilitaire ? Flegme, mélancolie ? Mythomane ? Est-il voleur ? Genre de vol ? Où vole-t-il ? Est-il collectionneur ? Ses collections sont-elles justifiées ou non ? Exagérées ou non ? Durables ? Accompagnées de violence ?

La questionnaire s'achève par deux questions complémentaires : «Intégration générale des matières sur l'enfant ?» et «Que conseille-t-on pour lui ?»

## enfin

■ LANSSEZ-LES LIRE. L'éditeur de ce livre, G. Platte, amènera un débat sur la nécessité de la lecture pour l'enfant, le 11 mars en soirée, salle Collège à Nantes. Il fera dans le cadre des «Trois semaines du livre d'enfant», organisées par l'Association pour le développement de la lecture publique à Nantes. Au programme, une exposition sur les thèmes de la fiction, la découverte de la vie et de la nature et un second débat le 18 mars, avec Claude

## ... bref !

l'oin ici de ces pauvres gosses contraints par leurs parents à faire des gammes sur un piano ou un violon, par pur conformisme social. «Créer en s'amusant, apprendre à se débrouiller par soi-même, explorer ses possibilités, choisir, etc. une fois le choix fait, ne pas lâcher à la première difficulté, voilà les objectifs poursuivis par les ateliers», écrit Félicie de Sav Heol.

Etant donné ce fait concluant que l'on peut globalement qualifier d'auto-gestionnaire, il était naturel que l'association organisée également des stages pour les adultes (voir encadré). Les adultes aussi ont des loisirs qu'ils ne savent pas toujours comment occuper. Il est temps que les parents montent l'exemple et prennent en main leur éducation.

# CULTURE

## L'autre qui est parti...

L'HIVER est encore là. Le village vit serré sur ses ampoules. Etelles passent en dessous des poires avec l'haleine bleue des écoliers qui crachent leurs dougias. Au nord, la terre recse gelée. On c'est mieux exposé à se traquage. Reconvalescent le village se retrouve sous le halo de ses quelques ampoules. On parle bas, on parle peu. A peine si l'on monte à la tête. A peine si la vie... Retour d'un dernier enterrement. C'est qui portait l'autre jour la croix portait aujourd'hui le corps ; c'est plus ou moins lourd et ça rape l'épaule ou tire sur les bras. L'autre qui est parti l'autre jour... Quel nom avait-il ? Peu importe son nom ; peu lui importait son nom. Inventé de toute pièce, fabriqué au hasard, il était d'un pays à la nomenclature bizarre : l'assauterie publique. Le nom venait d'un pays plus chaud, avec ses Z en raboté et la déserterie en L. De toute façon, il était ni d'ailleurs, ni d'ici. Il y est reparti. D'elle de tête, et drôle de type. Manœuvre chez le maçon. Du ban de l'échafaudage, le salut qui n'admettait pas de salut. Croisé sur la route, il restait muet. Qui c'était l'autre ?

Il menaçait la femme du patron d'y passer assez souvent, quand ça sonnait les avant de fin de mise. On n'aurait pas permis. Et qu'est-ce qui passait par la tête ? La fin du mois pouvait venir dès le 15, si l'ennemi de piocher avait tout avalé. Pour les gosses du village, c'était simple et compliqué. D'habitude marié, les mêmes lui seraient la main chaque soir de cantine. Le rang se dissolvait sous sa frénésie. Il les serrait toutes, hilare du bain de foule la lecture était toujours ouverte. La lumière du jour pour croire à la chaleur et l'alcool la nuit pour plus de confort au lit tout seul.

L'autre jour, dans la grande maison abandonnée de son patron qui a construit la serre sur l'autre rive, dans la grande maison aux volets fermés, on a retrouvé son corps pendu qui se balançait.

Gilles Cervu

## Le triomphe du «moi je»

Portrait de l'artiste, Bellek, de son prénom : Daniel. La trentaine dans un an et un détour universitaire par l'École d'Archi nantaise. Juste le temps d'avoir le compas dans l'œil, le sens des lignes et des volumes, judicieusement détourné au profit d'une grande passion : le dessin et la sculpture.

Pourtant, sa prochaine exposition risque de surprendre les groupes de la première heure. Le «Maitre» s'amuse avec une production neo-look de gadgets de pacotille : toute une panoplie de bric et de broc d'un concepteur-publiciste qui déjoue les lois du marché. C'est le règne du «Moi Je», version Bellek

Elegant représentant de la «Bank Generation» recréé dans le «deux bon genre, D. Bellek porte costumes sombres, baskets blanches, cravates étroites, quand ce n'est pas veste rayée rose et blanche ou neud pap de clown litaire. Il a la beauté nonchalante de ceux qui doivent se le dire le matin devant la glace : «Moi je l'aime, moi, ce type».

Et comme il n'y avait aucune espèce de raison pour garder par-delvers son cette petite gaucherie intrépassée, D.B. dans un profond désir de diffusion artistique générale, a décidé d'en faire part à ses amis. Bref, c'est à l'heure de la colle du grand public.

Un vulgaire appareil photographique a permis au fondateur et membre unique du mouvement

## LE TEMPS DE LIRE...



Le casur mangé

Il est étrange de penser que les onze lois anonymes brèves rassemblées dans ce livre ont fait le tour de l'Europe, chantées par des poètes de harpe bretons, puis traduits et adaptés, avant d'être compilés dans des manuscrits où la dormait depuis le XIIème ou le XIIIème siècle. Si les lois de Marie-France sont demeurées célèbres, personne ne se souvient plus ou du de l'Yvoir ni même du loi de Doon, dont tous les bons poètes de harpe savaient exécuter la mélodie, ni de celui de Malouin chanté en tout ou contre point les six beaux poèmes symboliques du Moyen Âge. Ces textes vraiment d'être traduits pour la première fois dans l'anglais moderne. C'est, après la parution des «Madrigaux l'an dernier», l'occasion d'approcher ce qu'on désigne vaguement par le terme de «matériau de Breton».

Stock Plus - Environ 20 francs

## Mélusine

De mélusine, la serpente, la fée de la fontaine, Jean d'Arras fit, au XIVème siècle, la fondatrice de la lignée des Lurians. Le roman de Mélusine, commandé par Jean de Berry pendant la guerre de Cent ans, est une compilation : Jean d'Arras a cousu ensemble des fragments de légendes et toutes sortes de témoignages. Ses efforts pour christianiser la fée ne l'ont paré que plus barbare et le récit devient complètement incohérent à certains moments — mais c'est pourquoi le «livre de Mélusine» est passionnant : les images les plus folles viennent constamment réduire à néant les prétentions idéalistes de l'auteur et la légende, envahissant l'histoire, la change en rêve.

Stock Plus - Environ 20 F

## Trois sérius

Le dernier numéro des Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne contient de bons articles sur la mort en Bretagne (Gwenole Le Menn y analyse notamment des textes en moyen-breton) et trois sérius sur l'histoire de Guingamp — le tout très sérius, très bien fait et très cher (80 F + 150 F de port pour une revue de 260 pages).

Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne, 20 avenue Jules Ferry - Rennes

Grand amateur de cinéma et de B.D., au nom prédestiné, c'est lancé dans le démontage de photos d'identité. Peut-être pour retrouver la sienne, mais rêve d'analyse sauvage !

«J'ai envie de faire, quoique chose de rapide, facile, peu cher et sûr». Principes de base divulgués par l'artiste qui déclame, ne fera jamais fortune — un peu de monnaie traitant dans les poches qu'il peut pénétrer dans la machine infernale. Là, il n'est pas nécessaire ni recommandé d'observer l'air absent habituel qui fera porter la responsabilité d'une trêve hétéro et malheureux appel. L'opération

se poursuit par la photocopie des photos sur calque transparent, que l'on agrémenté de couleurs, de textes et s'achève par le tirage sur objets hétéroclites.

La tête à Daniel, nous la retrouvons en cartes postales, badges, t-shirts, cartes postales-puzzles, sets de tables et boîtes d'allumettes.

Il préfère la dérision à l'humour, la phrase-cliché au discours théorique. On s'amuse beaucoup à lire ses faux bulletins météo, ses maxims plus vraies que nature, langage parlé, bourré d'onomatopées hétéroclites, comme des robes de conversation raffées au d'effluves ou de pochettes de

hasard des rencontres.

«Je n'ai pas l'argent, ni pour la gîte, mais peut-être bien pour la beauté du monde».

«C.D. Expo "Bédouinisme au Rwanda, Rue Paul Belloc à Nantes, jusqu'au 30 Mars».

«Son exposition pas d'esthétique, pourtant qu'un attrait. Ce dessin original rêve de profanes de conversation raffées au d'effluves ou de pochettes de

le canard de nantes à brest 13





# AVEC LE NUCLÉAIRE, TOUT VA À L'ENVERS!



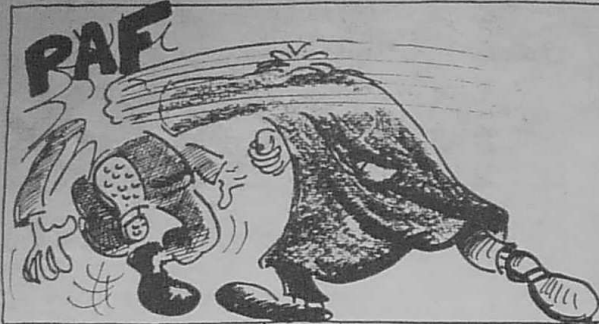
UN ANCIEN GARDIEN DE PRISON SE RETROUVE EN PRISON



LES RETRAITÉS DE LA ROYALE DEVIENNENT ANTIMILITARISTES



LA CHUTE MALÉCONTEUSE D'UN JUGE PROVOQUE L'HILARITÉ IRRESPECTUEUSE D'UN C.R.S.



LE MAGISTRAT LE "JUGE" EXPRESSO... LE MAGISTRAT SE RETROUVE DANS LE PANIER À SALADE...



LES MOUTONS DE FEUTEUN-AOD SE VOIENT ATTRIBUÉS L'USAGE DE LA PAROLE.



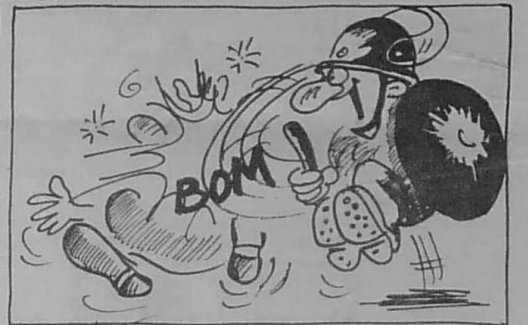
LES GENDARMES SONT DE PLUS EN PLUS INTELLIGENTS



LES SÉMINAIRES DEVIENNENT CASERNES, ET LES BÉNÉTIERS GARDENT LES BIÈRES AU FRAIS.



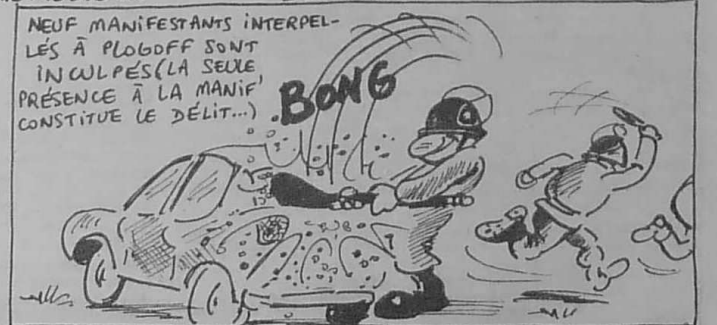
LES PARAS SONT LARGUÉS D'UNE ALTITUDE DE 1 MÈTRE 10...



...ET ASSURENT LE MAINTIEN DU DÉSORDRE.



A QUIMPER, LES CRS BARRENT LE BOUT DU PONT BAILEY, EMPÊCHANT LA LIBRE CIRCULATION DES PIÉTONS...



MOTIF DE L'INCULPATION: "AVOIR PARTICIPÉ À UNE ACTION CONCERTÉE MENÉE À FORCE OUVERTE PAR UN GROUPE ET AU COURS DE LAQUELLE DES VIOLENCES ONT ÉTÉ COMMISES CONTRE DES PERSONNES ET DES DESTRUCTIONS CONTRE DES BIENS"...



UN BEAU MATIN, TOUTES LES VILLES DE BRETAGNE S'APPELLENT PLOGOFF!



(\*) C'EST "APOCALYPSE NOW" MAINTENANT, AVEC L'ATOME! TOUT VA À L'ENVERS...



APOCALYPSE NEVEZ... (même le droit du pays bigouden commence à voter sa veste...)